

INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE AU PROFIT DES RETRAITÉS

Le RCD interpelle Tayeb Louh

La problématique de l'indemnité complémentaire au profit de tous les titulaires d'une pension de retraite du régime des salariés dont le montant est inférieur à 10 000 DA occupe de nouveau l'actualité.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -

Cette fois-ci, c'est le parlementaire du RCD, Ali Brahimi qui a adressé une question orale au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, l'interpellant sur les «raisons à l'origine de l'exclusion d'une catégorie de retraités de la disposition instituant une indemnité complémentaire au profit de tous les titulaires d'une

pension de retraite du régime des salariés dont le montant est inférieur à 10 000 DA». Il s'agit des retraités relevant de l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 relative à la retraite sans condition d'âge et à la retraite proportionnelle».

Pour le député du RCD, «lors de l'application de cette disposition, l'administration du secteur du travail et de la sécurité sociale a exclu du bénéfice

de cette mesure cette catégorie de retraités». «Les raisons évoquées par l'administration pour justifier cette décision se réfèrent aux articles 6 et 16 de la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, lesquels n'énumèrent que les bénéficiaires du relèvement au minimum légal (75% du SNMG)», lit-on dans le document transmis au bureau de l'APN.

Et au député du RCD de poursuivre : «Cette interprétation est abusive car d'une part, l'article 29



Photo : Samir Sid

de la loi de finances ne limite pas expressément son application aux catégories citées dans les

articles 6 et 16 de la loi 83-12, et d'autre part, il institue franchement un relèvement de toutes les retraites du régime des salariés dont le montant est inférieur à 10 000 DA (...). La ségrégation imposée par le ministère du Travail à l'encontre de cette population contredit ouvertement l'intention affichée clairement par le président de la République, lorsqu'il a annoncé cette décision dans son discours aux walis en 2006.»

A. B.

LE PASSÉ DANS LES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

Le regard de l'historien El-Korso

Devant une grappe d'étudiants, dans une petite salle pédagogique, au département histoire de l'Université de Bouzaréah, l'historien Mohamed El-Korso a développé une analyse du passé dans les relations algéro-françaises. L'universitaire comprend l'intrusion de l'histoire dans cette relation comme une guerre des mémoires qui s'abreuve, du côté français, d'une culture néo-coloniale.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Cette culture néo-coloniale est perceptible, selon El-Korso, dans ce que la France a entrepris de façonner comme édits à même de mettre sur un pied d'égalité victimes et bourreaux.

La loi de février 2005 qui loue «les vertus» civilisationnelles de la colonisation en est la parfaite illustration. L'historien note que cette guerre des mémoires a, à

fois, une dimension culturelle et stratégique. Elle mobilise non pas une soldatesque, comme les guerres classiques, mais les historiens et plus largement les élites politiques. Cette guerre, souligne El-Korso, a débuté en 1962 déjà, lorsque les Français transfèrent près de 2 000 boîtes, soit environ 60 tonnes d'archives de la révolution. Des archives demeurées à nos jours inaccessibles aux

Algériens, aux chercheurs et historiens y compris.

Pour El-Korso, la France, qui refuse de remettre ces archives à l'Algérie sous prétexte qu'il est des vérités et des faits qui ne seraient pas forcément bons à savoir de ce côté-ci de la Méditerranée, fait dans la fuite en avant.

«Je revendique pour moi les fautes et les erreurs de la guerre de Libération. Je reconnais l'affaire Melouza et j'affirme que le colonel Amirouche a été piégé par les services secrets français», a-t-il soutenu.

Accéder aux archives de la Révolution, devait encore affirmer

El-Korso, fait partie des droits des peuples à connaître leur histoire. Il apporte, de ce fait, la contradiction à la présidente du Medef qui, accompagnant le président dans sa visite en Algérie, avait déclaré qu'il ne fallait pas ressasser l'histoire.

Il convoque aussi la dernière affirmation du président Sarkozy à l'occasion de la commémoration de la victoire des Alliés sur le nazisme et qui a dit «la France n'oublie pas les crimes nazis». Déduction logique, l'Algérie ne devrait pas oublier, la concernant, les crimes coloniaux.

El-Korso considère par ailleurs, que le président français

recourt à l'utilisation immorale de l'histoire pour des considérations de politique intérieure.

El-Korso suspecte des visées stratégiques françaises inavouées dans le fameux projet d'Union méditerranéenne, devenu suite à la concession faite notamment à la chancellerie allemande l'Union pour la Méditerranée.

Il déplore, ce faisant, la non-implication des élites algériennes, voire arabes, dans le débat autour de ce projet.

Quant aux pays maghrébins, en tant qu'autorités, El-Korso note qu'ils sont tenus à l'écart des négociations.

S. A. I.

DÉCLARATION DU CCDD

Un projet pour l'Algérie

Du nord au sud et de l'est à l'ouest, il n'est pas de jour où une émeute, un début d'insurrection ou un mouvement de grève ne révèle l'ampleur du mécontentement populaire, face à l'incurie de ceux qui nous gouvernent.

Alors que le peuple est en droit d'attendre des réponses claires et concrètes à ses multiples attentes et préoccupations, ainsi qu'aux problèmes de toutes natures qui l'assaillent quotidiennement — érosion constante du pouvoir d'achat, crise du logement, chômage des jeunes, corruption dans tous les secteurs et à tous les niveaux, saccage de l'environnement — le pouvoir répond par le mépris, le déni de droit, l'intimidation, les redressements intempestifs ou la répression dissuasive.

Le mépris du peuple

Le cas des émeutes de Chlef est à lui seul illustratif des causes de la spirale des violences que le pouvoir s'ingénie à ignorer,

tout en les suscitant et en les entretenant par ses modes de gouvernance anti-démocratiques, source de toutes les dérives et de tous les dépassements. Remettant en question une loi au bénéfice des sinistrés du séisme d'octobre 1980, le pouvoir administre, encore une fois, la preuve de son mépris du peuple, du pouvoir législatif et des dispositions constitutionnelles.

Dans la même logique, il ignore la voix d'une association représentative des sinistrés, une association qu'il n'agréa pas, puisque soumise au seul bon vouloir du Prince. De même, les partis politiques ne sont pas reconnus dans leurs prérogatives nationales et, devenant bous émissaires, ils sont accusés de jeter de l'huile sur le feu des discordes qu'il a lui-même provoquées.

A la place du dialogue, il recourt à des mesures bureaucratiques en installant une commission, après avoir utilisé répression et tribunaux. Et, pour comble de mépris du

peuple et des lois, par un simulacre de « mouvement partiel » des walis, le pouvoir assure impunité et promotion imméritée à ses serviteurs zélés dont l'action est décriée par les citoyens.

Cette situation générale est la flagrante expression d'une gouvernance despotique, aveugle et ignorant le peuple dont on se proclame le défenseur.

L'Algérie vit une situation à haut risque

En fait, nous sommes ainsi face à un problème d'évidente mal gouvernance qui s'est manifestée à Chlef, et en plusieurs autres localités du pays, à un rythme jamais connu à ce jour. Comme elle est apparue au début des années 1980, et a déclenché les émeutes d'octobre 1988 et d'avril 2001.

Comme elle pourrait embraser le pays tout entier, si n'était arrêtée la descente aux enfers que vit la société algérienne, depuis plus de vingt ans, et dont continuent à être

les victimes expiatoires, citoyens, officiers et soldats de l'ANP et agents des services de sécurité. Une situation à risque élevé, caractérisée, pour n'évoquer que l'essentiel, par :

- Une situation sécuritaire des plus alarmantes, signant l'échec avéré, mais non avoué, de la politique de réconciliation nationale,

- Des syndicats autonomes non reconnus, alors qu'il ont fait la preuve de leur légitimité sur le terrain,

- Une presse que l'on appelle à plus de « responsabilité et de professionnalisme », comme du temps du parti unique, où l'on faisait l'apologie de la « démocratie responsable », pour étouffer la voix des justes, en agitant les discours encenseurs du régime, et, aujourd'hui, ceux clamant la nécessité d'un troisième mandat,

- Une UGTA à la recherche d'une troisième voie — preuve de la conscience de classe des travailleurs — après le flop

provoqué par les luttes de clans au cœur du sérail, entre deux tendances aussi mortifères l'une que l'autre, pour un syndicalisme réellement revendicatif ; représentatives, l'une et l'autre, du syndicalisme « responsable », à la botte du pouvoir,

- Une jeunesse dans l'attente de justes et durables solutions aux problèmes qui la poussent vers les maquis de la désespérance, de la drogue et du suicide et les vagues de la hargne, alors que sa demande est simple : un emploi et un logement, pour fonder un foyer, et tenir sa juste place dans la société !

- Enfin, une économie totalement déséquilibrée par la place qu'y occupe les hydrocarbures et la rente, marquée par la dépendance alimentaire, scientifique et technique, la fuite des cerveaux et des capitaux, l'illusoire politique des IDE face aux transferts faramineux opérés par les sociétés étrangères, la désindustrialisa-

tion et l'insignifiance inquiétante de la production nationale.

Pour une Algérie démocratique, de progrès et de justice sociale, face à cette énumération, dessinant les effets d'une gouvernance totalement en rupture avec les exigences démocratiques, les mutations et bouleversements du siècle — dont les émeutes de la faim ne sont pas les moindres, le CCDD se propose d'ouvrir des débats citoyens pour :

- Etablir un bilan sans complaisance

- Elaborer un projet pour l'Algérie, propre à assurer à notre pays un développement culturel, économique et social, juste et équilibré, grâce à une gouvernance et à une vie démocratiques, où la voix des citoyens, notamment des jeunes, sera réellement entendue et suivie des effets susceptibles de sauvegarder l'avenir des générations futures et la pérennité de notre nation.

Le Bureau national du CCDD